



10 rue Furtado
33800 BORDEAUX
Tél. 05 56 33 39 30
bordeaux@erecapluriel.fr

ASSOCIATION GRAINE NOUVELLE AQUITAINE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**

8, rue de l'Abbée Gaillard

33 830 BELIN-BELIET



10 rue Furtado
33800 BORDEAUX
Tél. 05 56 33 39 30
bordeaux@erecapluriel.fr

GRAINE NOUVELLE AQUITAINE

8, rue de l'Abbé Gaillard

33830 BELIN-BELIET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale,

I – Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GRAINE NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion avec réserve

Motivation de la réserve

Votre association a provisionné dans ses comptes clos au 31 décembre 2025 des subventions à recevoir du FEDER à hauteur de 104 900 € pour les actions MODD menées en 2025. Le dossier de demande de financement n'a pas encore été déposé ni instruit et par conséquent ce produit n'est pas certain dans son obtention ni dans son montant. Les fonds associatifs ainsi que le résultat de l'exercice sont par conséquent potentiellement surévalués de 104 900 € au maximum.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

III – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne le traitement de la césure sur les subventions perçues ou à recevoir.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié de la méthode comptable précisée ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de sa correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie

significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BORDEAUX, le 19 mai 2026

EPA & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Romain TOUZET

Associé

Signé par Romain Touzet
Le 19 mai 2026



doc_zwrX
tx_dKEXMwgWbJOL

BILAN ACTIFDOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

190 2707

ACTIF		01/01/2025 au 31/12/2025		Durée : 12 Mois	Ex.2024-12 Mois
		BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	Frais d'établissement		2 040,00	-2 040,00	-2 040,00
	Autres (1)	2 040,00		2 040,00	2 040,00
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Instal. techniques, mat. et out. ind.				
	Autres	13 826,60	12 865,02	961,58	2 994,36
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) :				
	Participations				
	Créances rattachées à des participat.				
	Autres titres immobilisés	15 300,00		15 300,00	15 000,00
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL I	31 166,60	14 905,02	16 261,58	17 994,36
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS :				
	Matières premières et autres approv.				
	En-cours de production:biens et serv.				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	AVANCES & ACPTEES VERSEES SUR COMMANDES				
	CREANCES (3) :				
	Créances usagers et cptes rattachés	11 745,00		11 745,00	35 591,00
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	196 820,00		196 820,00	327 209,53
COMPTES REGUL	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE				
	DISPONIBILITES	150 785,02		150 785,02	184 343,10
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (4)	6 742,42		6 742,42	4 925,29
	TOTAL II	366 092,44		366 092,44	552 068,92
	CHARGES A REPARTIR S/ PLUS.EXERC. (III)				
TOTAL GENERAL (I+II+III)		397 259,04	14 905,02	382 354,02	570 063,28
(1) Dont droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					
(4) Dont à plus d'un an					

BILAN PASSIF AVANT REPARTITIONDOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

190 2707

PASSIF		01/01/2025 au 31/12/2025 Durée : 12 Mois	01/01/2024 au 31/12/2024 Durée : 12 Mois
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES :		
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	3 092,80	3 092,80
	ECART DE REEVALUATION (sur biens sans droit de reprise)		
	RESERVES :		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres	223 392,60	196 492,10
	REPORT A NOUVEAU		
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent ou déficit)	-40 082,47	26 900,50
	AUTRES FONDS PROPRES :		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	ECART DE REEVALUATION (sur biens avec droit de reprise)		
	DROITS DES PROPRIETAIRES (Commodat)		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	TOTAL I	186 402,93	226 485,40
FONDS DEDIES	FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	36 000,00	100 214,41
	FONDS DEDIES SUR AUTRES RESSOURCES		
	TOTAL II	36 000,00	100 214,41
PROVISIONS	PROVISIONS POUR RISQUES		
	PROVISIONS POUR CHARGES		
	TOTAL III		
DETTES (1)	EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT(2)	4 573,35	8 201,91
	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS		
	AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
	DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	67 683,41	148 483,00
	DETTES DES LEGS OU DONATIONS		
	DETTES FISCALES ET SOCIALES	62 694,33	69 678,56
	DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
	AUTRES DETTES		
REGUL	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE (3)	25 000,00	17 000,00
	TOTAL IV	159 951,09	243 363,47
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)		382 354,02	570 063,28
(1) Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			
(2) Dont concours banc. courants & soldes créd. de banques			
(3) Dont à plus d'un an			
Dont à moins d'un an			

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE EN LISTE

190 2707

RUBRIQUES	01/01/2025 au 31/12/2025	01/01/2024 au 31/12/2024
	Durée : 12 Mois	Durée : 12 Mois
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
Cotisations	4 011,00	4 059,00
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	28 990,00	137 323,41
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	28 990,00	137 323,41
Dont à l'exportation :		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	554 844,00	687 113,91
Produits de tiers financeurs	11 563,38	8 170,35
Reprises sur provisions (et amort.), transferts de charges		
REPORT RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS (X)	100 214,41	108 690,00
Autres produits	6,60	2 058,82
TOTAL I	699 629,39	947 415,49
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
Achats de marchandises (a)		
Variation de stock		
Achats de matières premières & autres approvisionnements (a)		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (*)	299 108,27	410 153,69
Impôts, taxes et versements assimilés	10 471,51	10 891,53
Salaires et traitements	282 674,87	300 091,83
Charges sociales	99 191,82	99 799,89
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (b)	2 032,78	2 685,51
Sur immobilisations : dotations aux provisions		
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Subventions accordées par l'association		
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (XI)	36 000,00	100 214,41
Autres charges	2 192,09	3 273,60
TOTAL II	731 671,34	927 110,46
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-32 041,95	20 305,03
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN :		
Bénéfice ou perte transférée III		
Perte ou bénéfice transféré IV		
* Y compris		
- redevances de crédit-bail mobilier	1 612,80	1 960,62
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		

(a) Y compris droits de douane

(b) Y compris dotations aux amortissements des charges à répartir

COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE EN LISTE SUITEDOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

190 2707

RUBRIQUES	01/01/2025 au 31/12/2025	01/01/2024 au 31/12/2024
	Durée : 12 Mois	Durée : 12 Mois
PRODUITS FINANCIERS : De participations (3) D'autres valeurs mobilières & créances actif immobilisé (3) Autres intérêts et produits assimilés (3) Reprises sur provisions et transferts de charges Différences positives de change Produits nets s/cessions de valeurs mobilières de placement	302,50 1 617,84	2 669,60
TOTAL V	1 920,34	2 669,60
CHARGES FINANCIERES : Dotations aux amortissements et aux provisions Intérêts et charges assimilées (4) Différences négatives de change Charges nettes s/cessions de valeurs mobilières de placement	47,76	74,13
TOTAL VI	47,76	74,13
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	1 872,58	2 595,47
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	-30 169,37	22 900,50
PRODUITS EXCEPTIONNELS : Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL VII		
CHARGES EXCEPTIONNELLES : Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements et aux provisions	9 913,10	
TOTAL VIII	9 913,10	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-9 913,10	
IMPOTS SUR LES BENEFICES (IX)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII+X)	701 549,73	950 085,09
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+XI)	741 632,20	927 184,59
EXCEDENT OU DEFICIT	-40 082,47	22 900,50
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE : PRODUITS CHARGES		
(3) Dont produits concernant les entreprises liées (4) Dont intérêts concernant les entreprises liées		

DESIGNATION : ASSO GRAINE NOUVELLE AQUITAINE
 ACTIVITE : Animation des acteurs de l'EEDD en nouvelle aquitaine
 ADRESSE : 8 rue de l'Abbé Gaillard 33830 BELIN BELIET

ANNEXE

DOCUMENT SOUMIS
 AU CONTRÔLE
 DU COMMISSAIRE
 AUX COMPTES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025
 dont le total est de 382 354.02 Euros
 et au compte de résultat de l'exercice,
 et dégageant une perte de -40 082.47 Euros.
 L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 10/03/2026.

PRINCIPES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect des dispositions du Plan Comptable Général aménagées par le Règlement ANC 2022-06, conformément aux principes comptables de base à jour des règlements complémentaires applicables :

- image fidèle
- comparabilité
- continuité de l'exploitation
- régularité
- sincérité
- importance relative
- prudence
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

METHODES D'EVALUATION

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, y compris droits de douane et taxes non récupérables, ainsi que les coûts directement attribuables) après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement.

Les immobilisations acquises à titre gratuit, par voie d'échange ou d'apport en nature isolé, sont comptabilisées le cas échéant, à leur valeur vénale à la date de clôture de l'exercice.

Les amortissements sont calculés selon un plan d'amortissement spécifique, fonction de la durée d'utilisation prévue de l'immobilisation.

- Logiciels informatiques	L	de 1 à 3 ans
- Brevets	L	7 ans
- constructions	L	de 10 à 20 ans
- agencements et aménagements des constructions	L	12 ans
- matériel et outillage industriels	L	5 ans
- installations diverses	L	de 6 à 10 ans
- matériel de transport	L	4 ans
- matériel de bureau	L	de 3 à 10 ans
- mobilier de bureau	L	de 5 à 10 ans

Une provision pour dépréciation est constatée, lorsque la valeur actuelle d'une immobilisation est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

**MODIFICATIONS AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION
ET DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS**

Il s'agit de la première année d'application du règlement ANC 2022-06 qui constitue un changement de méthode comptable. L'application de ce nouveau plan comptable n'a pas d'impact significatif sur la présentation des comptes de la société qui nécessiterait une mention particulière.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé, les informations complémentaires suivantes sont données.

Objet social :

Le GRAINE Nouvelle-Aquitaine a pour objet la promotion et le développement de l'éducation à la nature, à l'environnement et au développement durable (EEDD) en Nouvelle-Aquitaine. La mise en réseau des acteurs EEDD est transversale à l'ensemble de son projet.

Missions et moyens mis en oeuvre :

Le GRAINE Nouvelle-Aquitaine se donne pour missions :

- D'animer le réseau des acteurs de l'EEDD en Nouvelle-Aquitaine
- D'assurer, en tant que tête de réseau, la dynamique, la cohérence et la consolidation de l'EEDD en Nouvelle-Aquitaine
- De s'inscrire dans une dynamique de coopération locale, interrégionale et de contribution nationale voire internationale
- D'animer une démarche permanente de réflexion, d'innovation, de positionnement et d'action sur la question de l'EEDD
- De représenter les acteurs de l'EEDD dans des instances de niveau régional et national
- D'animer un projet politique en faveur de l'EEDD

Grâce à son réseau, le GRAINE Nouvelle-Aquitaine peut mettre en oeuvre toutes actions concourant à la réalisation de son objet, notamment : la recherche pédagogique, la rencontre, l'échange, l'information, la formation, l'animation de dynamiques partenariales avec les acteurs publics et privés.

Les moyens retenus par le GRAINE Nouvelle-Aquitaine favorisent les synergies entre acteurs et ne peuvent entrer en concurrence avec les activités ou moyens mis en oeuvre par ses adhérents.

Le GRAINE Nouvelle-Aquitaine est composé d'un conseil d'administration (13 membres) et d'une équipe de salariés (8 salariés).

Autres informations sur le compte de résultat :**Dons perçus :**

- Liquidation Taxe Apprentissage : 11 563.38 €
- Autres dons : 0 €

Faits caractéristiques intervenus au cours de l'exercice :

- Perte de 9 913 euros sur le règlement de la subvention du FEDER pour le projet 2023-2024, perçu en décembre 2025,
- La demande de subvention Feder pour le programme régional d'éducation à l'environnement de l'année 2025 sera déposé en 2026 pour un programme sur 2 ans, le montant de la subvention attendu sur l'exercice 2025 est de 104 900 €,
- Démission de Sophie Grocq, coordinatrice de projets - Animation de réseau, pour changement de projet professionnel. Ce poste n'est pas remplacé.

Immobilisations financières et valeurs mobilières déplacement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PROVISION ENGAGEMENT RETRAITE

Le montant des engagements retraite au 31 décembre 2025 se chiffre à 106 168 euros contre 93 590 euros au 31 décembre 2024.

DETAIL DES SUBVENTIONS OCTROYEES AU COURS DE L'EXERCICE 2025

Financeurs	Types d'aide	Montant en €
Etat (Dreal, Ademe, ARS, DRAJES) :	Subventions d'exploitation	176 379
DRAJES	12 607	
Dreal NA	77 000	
ARS NA	86 772	
Collectivités territoriales :		83 914
Bordeaux Métropole :	52 500 €	
Départements 24, 33, 40, 47 et 64 :	31 414 €	
Région Nouvelle Aquitaine	Subventions d'exploitation	197 650

ETAT DES IMMOBILISATIONS

CADRE A		IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	AUGMENTATIONS	
					Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Acquisitions, créations apports, et virements de poste à poste
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II		2 040		
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre	[Dont Composants]			
		Sur sol d'autrui	[Dont Composants]			
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions	[Dont Composant]			
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	[Dont Composant]			
	Autres immobilisations corporelles	Instal.générales, agencements, aménagements divers				
		Matériel de transport				
		Matériel de bureau et informatique, mobilier		14 412		
		Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
FINANCIERES	Avances et acomptes					
	TOTAL III			14 412		
	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés			15 000		300
	Prêts et autres immobilisations financières					
INCORP.	TOTAL IV			15 000		300
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)			31 452		300
CADRE B		IMMOBILISATIONS		DIMINUTIONS		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
				Par virements de poste à poste	Par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultat d'une mise en équivalence	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
INCORP.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL I				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL II				2 040
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
	Autres immobilisations corporelles	Instal. générales, agencements, aménagements divers				
		Matériel de transport				
		Matériel de bureau et informatique, mobilier		585		13 827
		Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours					
FINANCIERES	Avances et acomptes					
	TOTAL III			585		13 827
	Participations évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					15 300
	Prêts et autres immobilisations financières					
INCORP.	TOTAL IV					15 300
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)			585		31 167

ETAT DES AMORTISSEMENTS

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF)					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice		
Frais d'établissement et de développement TOTAL I		2 040			2 040		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II							
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions						
Installations techniques, matériel et outillage industriels							
Autres immobilisations corporelles	Instal. générales, agencements, aménagements divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 417	2 033	585	12 865		
	Emballages récupérables et divers						
TOTAL III		11 417	2 033	585	12 865		
TOTAL GENERAL (I+II+III)		13 457	2 033	585	14 905		
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES					
Immobilisations amortissables		DOTATIONS			REPRISES		Mouvements nets des amortissements à la fin de l'exercice
		Colonne 1 Différentiel de durée et autres	Colonne 2 Mode dégressif	Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel	Colonne 4 Différentiel de durée et autres	Colonne 5 Mode dégressif	
Frais établissements TOTAL I							
Autres immob. incorporelles TOTAL II							
Terrains							
Constructions	Sur sol propre						
	Sur sol d'autrui						
	Inst.gales,agenc et am.des const.						
Inst. techniques mat. et outillage							
Autres immobilisations corporelles	Inst.gales,agenc am. divers						
	Matériel de transport						
	Mat. bureau et inform. mobilier						
	Emballages récup. et divers						
TOTAL III							
Frais d'acquisition de titres de participation TOTAL IV							
Total général (I + II + III + IV)							
Total général non ventilé							
CADRE C							
MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES		Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice		
Frais d'émission d'emprunt à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

PRODUITS A RECEVOIR

RUBRIQUES	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Prêts	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	3 000,00
Autres créances	
Intérêts à recevoir s/VMP et établissements financiers	
TOTAL	3 000,00

CHARGES A PAYER

RUBRIQUES	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 440,78
Dettes fiscales et sociales	42 198,06
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL	54 638,84

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

DETAIL PRODUITS A RECEVOIR

LIBELLE	MONTANT
CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
418100	3 000,00
TOTAL	3 000,00
TOTAL DES PRODUITS A RECEVOIR	3 000,00

DETAIL CHARGES A PAYER

LIBELLE	MONTANT
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	
408100 Fourn.ach.biens ou pr.sce	12 440,78
TOTAL	12 440,78
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
428200 Dettes prov.pr cges a pay	25 233,03
438200 Charges sociales sur cong	12 595,68
448600 Autres charges a payer	97,35
448610 Taxe salaires	4 272,00
TOTAL	42 198,06
TOTAL DES CHARGES A PAYER	54 638,84

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

**DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES**

CADRE A		ETAT DES CREANCES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'un an 3	
DE L'ACTIF IMMOBILIER		Créances rattachées à des participations					
		Prêts					
		Autres immobilisations financières		15 300	15 300		
DE L'ACTIF CIRCULANT		Clients douteux ou litigieux					
		Autres créances clients		11 745	11 745		
		Créance représentative de titres prêtés	[Provision pour dépréciation antérieurement constituée]				
		Personnel et comptes rattachés					
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux					
		Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
			Taxe sur la valeur ajoutée				
			Autres impôts, taxes et versements assimilés				
			Divers	196 820	196 820		
		Groupe associés					
		Débiteurs divers					
		Charges constatées d'avance		6 742	6 742		
	TOTAUX		230 607	230 607			
RENVIS	(1)	Montant des	- Prêts accordés en cours d'exercice				
			- Remboursements obtenus en cours d'exercice				
	(2)	- Remboursements obtenus en cours d'exercice					
CADRE B		ETAT DES DETTES		Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
		Emprunts obligatoires convertibles					
		Autres emprunts obligatoires					
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	4 573	4 573		
			à plus d'1 an à l'origine				
		Emprunts et dettes financières divers					
		Fournisseurs et comptes rattachés		67 683	67 683		
		Personnel et comptes rattachés		26 494	26 494		
		Sécurité sociale et autres organismes sociaux		31 278	31 278		
		Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices				
			Taxe sur la valeur ajoutée				
			Obligations cautionnées				
			Autres impôts, taxes et assimilés	4 922	4 922		
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
		Groupe et associés					
		Autres dettes					
		Dette représentative de titres empruntés					
		Produits constatés d'avance		25 000	25 000		
		TOTAUX		159 950	159 950		
RENVIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice			(2)	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		3 629			

ENGAGEMENTS DONNES - ENGAGEMENTS RECUS

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS
TOTAL	

ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS
DRAJES	5 500,00
CONSEIL REGIONAL	172 650,00
DREAL AQUITAINE	77 000,00
ARS AQUITAINE	86 772,00
FONJEP	7 107,00
BORDEAUX METROPOLE	52 500,00
FEDER	121 900,00
DEPARTEMENT 24	3 015,00
DEPARTEMENT 33	10 400,00
DEPARTEMENT 40	8 000,00
DEPARTEMENT 64	6 800,00
DEPARTEMENT 47	3 200,00
(caution pers Morale convention)	
TOTAL	554 844,00

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATUREDOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

RUBRIQUES	MONTANT
PRODUITS	
Bénévolat	10 408,25
Prestations en nature	3 900,00
Dons en nature	
TOTAL	14 308,25
CHARGES	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	3 900,00
Personnel bénévole	10 408,25
TOTAL	14 308,25

Bénévolat : 671,50 heures déclarées de bénévolat (valorisé à 15,50 €/h), soit 10 408.25 €

Mises à disposition gratuites de salles de travail : valorisation à 3 900.00 €

Accueil de loisirs de la Chêneraie Le bouscat 200
 ARS 100
 Education Environnement 64 200
 Espace pédagogique Louis Fargue Bordeaux 500
 Mairie Belin-Beliet- Salle des fêtes 100
 Mairie de Pessac - Salle de l'Orangerie 200
 Maison Ecocitoyenne de Bordeaux 500
 Maison Ecocitoyenne de Bordeaux 100
 PNR Landes de Gascogne - Salle panoramique 1500
 Terre et ocean - Aquaforum 100
 Terre et ocean - Aquaforum 100
 Terre et ocean - Aquaforum 100
 Terre et ocean - Aquaforum 100
 Terre et ocean - Aquaforum 100
 TOTAL EN € 3 900

SUIVI DES FONDS DEDIES SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

SOLDE DU COMPTE 194 "Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement"								
SUBVENTIONS	MONTANT INITIAL DE LA SUBVENTION	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE (reprise en 7894)	ENGAGEMENT A REALISER SUR NOUVELLE AFFECTATION (dotations en 6894)		TRANSFERTS	SOLDE DES DEPENSES NON ENGAGEES EN FIN D'EXERCICE	
				UTILISATIONS Montant global C	UTILISATIONS Dont remboursement		Montant global D=A+B+C	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
DEPARTEMENT GIRONDE - MODD 24		21 387	21 387					
DRAJES - FD SUBVENTION DEMAIN		31 300	31 300					
DREAL CLIMNA		2 500	2 500					
ARS MOUSTIQUE TIGRE		27 000	27 000					
REGION NA PSE24		8 226	8 226					
DREAL PSE24		3 672	3 672					
ARS PSE24		6 128	6 128					
ARS MOUSTIQUE TIGRE				30 000			30 000	
FD MODD GIRONDE				400			400	
FD MODD LANDES				4 400			4 400	
FD MODD LYCEES				800			800	
FD DREAL				400			400	
TOTAL		100 213	100 213	36 000			36 000	

Tableau des variations des fonds propres

DOCUMENT SOUMIS
AU CONTRÔLE
DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	3 093				3 093
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	196 492	26 900			223 392
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	26 900	-26 900		40 082	-40 082
Situation nette	226 485			40 082	186 403
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	226 485			40 082	186 403



10 rue Furtado
33800 BORDEAUX
Tél. 05 56 33 39 30
bordeaux@erecapluriel.fr

**Association Graine Nouvelle
Aquitaine**

8, rue de l'Abbé Gaillard
33830 BELIN-BELIET

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association et en réponse à votre demande, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulée à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant, en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à Bordeaux, le 19 mai 2026

EPA & ASSOCIES

Commissaire aux comptes

Romain TOUZET

Associé

Signé par Romain Touzet
Le 19 mai 2026



doc_XwPE
tx_dKEXMwgWbJOL